

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2025, Vol. 10, N°1

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIVERSITÉ DES SCIENCES
ÉCONOMIQUES ET DE GESTION
DE POZNAŃ

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, Professeur (R.I.P.) †
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRAŃCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Małgorzata Magdalena HYBKA, Pologne
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, Professeur (R.I.P.) †
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Abdou THIAO, Sénégal
Piotr TRAPCZYŃSKI, Pologne
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Juliana VASSILEVA, Bulgarie
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright 2025 by the Authors

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/deed.fr>



ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof Malaga).....	3
Moustapha FOFANA, Laugba Aline Desiree N'CHO Modélisation théorique des conflits fonciers entre migrants et autochtones : Une analyse par la théorie des jeux	9
Juliana VASSILEVA, Roger TSAFACK NANFOSSO L'incubation entrepreneuriale au sein de l'université entrepreneuriale : Études de cas en Europe et en Afrique	37
Yaovi Fagda Tchota AGBE, Ezzo-Hanam ATAKE Transformation structurelle et santé des populations dans les pays de l'Afrique subsaharienne : Role du capital humain, des infrastructures et des institutions	57
Galo BA Effets du changement climatique sur la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : Une analyse par zone d'intégration économique	83
Komlan Amen DOGBE Déterminants du risque d'incertitude en Afrique subsaharienne	105
Mohamed Tidjane KINDA Corruption et instabilité de la loi de Wagner : Une approche par les ruptures structurelles des dépenses militaires dans les pays du G5-Sahel	141
Jean-François PONSOT, Siham RIZKALLAH Soutenabilité de la dollarisation au Liban	175
Amal TORBEY CHAHINE, Rosette GHOSOUB SAYEGH La soutenabilité des startups féminines dans un Liban en période de crise	199
Modeste G. A. DEDEHOUANOU Analyse du fonctionnement des collectivités locales au Bénin : Quelles possibilités de financement extérieur ?	225

Toussaint Armel BAKALA

Analyse de la soutenabilité de la dette publique fondée sur le concept d'espace budgétaire : Cas de la République du Congo..... 253

Lardja KOLANI, Koffi Charles SAGBO

Analyse des déterminants socioéconomiques de la demande de crédit des ménages agricoles au Togo 277

Ibrahima SY, Kokou Fambari ATCHI

Effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat au Togo 301

Effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat au Togo

Effect of financial inclusion on entrepreneurship in Togo

Ibrahima SY¹

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest au Togo, Togo
Institut des Sciences Économiques et de Gestion
Laboratoire d'Économie Appliquée au Développement
himrasy@yahoo.fr
<https://orcid.org/0000-0002-9795-450X>

Kokou Fambari ATCHI²

Université de Kara, Togo
Laboratoire de Recherche en Sciences Économiques et de Gestion
atchikfambari@gmail.com
<https://orcid.org/0000-0002-8705-8410>

Abstract

Purpose: This article examines the effect of financial inclusion on individual entrepreneurship in Togo.

Design/methodology/approach: An instrumental variable strategy was adopted to control for endogeneity bias due to the bidirectional relationship between financial inclusion and entrepreneurship. The data used come from the Harmonized Survey on Household Living Conditions in Togo (INSEED, 2020).

Findings: The results show a positive effect of financial inclusion on entrepreneurship. Through interaction effects, the impact remains positive depending on the geographical area but is not significant by gender and decreases as the level of education increases.

Originality/value: Policy interventions would be more effective by creating an enabling environment for access to financial services for all, regardless of gender, and by integrating entrepreneurial culture into educational training.

Keywords: financial inclusion, entrepreneurship, instrumental variable, Togo.

¹ B.P. 1502, Lomé, Togo.

² B.P. 404, Lomé, Togo.

Résumé

Objectif : Cet article examine l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat des individus au Togo.

Conception/méthodologie/approche : Une stratégie de variable instrumentale a été adoptée pour contrôler le biais d'endogénéité dû à une relation à double sens entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat. Les données utilisées proviennent de l'*Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages au Togo* (INSEED, 2020).

Résultats : Les résultats montrent un effet positif de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat. Par les effets d'interaction, l'effet reste positif selon la zone géographique, mais il n'est pas significatif selon le genre et diminue au fur et à mesure que le niveau d'éducation augmente.

Originalité/valeur : Les interventions politiques gagneraient en efficacité en créant un environnement favorable à l'accès aux services financiers pour tous, sans distinction de genre, et en intégrant la culture entrepreneuriale dans la formation des apprenants.

Mots-clés : inclusion financière, entrepreneuriat, variable instrumentale, Togo.

JEL classification : C36, L26, O16, O55.

Introduction

L'entrepreneuriat a été identifié dans la littérature comme un moyen efficace pouvant réduire la pauvreté (Ajide, 2020 ; Ghosh & Vinod, 2017 ; Kimmitt & Muñoz, 2017).

L'un des principaux problèmes auxquels est confronté l'entrepreneuriat est la contrainte de financement (Ghosh & Vinod, 2017). Dans cette situation, de nombreux pays en développement ont adopté l'inclusion financière comme l'une des stratégies pour promouvoir l'entrepreneuriat, en raison de ses avantages pour le secteur formel et informel de l'économie (Zogning, 2023).

Définie comme l'accès aux services financiers formels (crédit, les envois de fonds, assurance, épargne), l'inclusion financière est considérée comme un moteur essentiel des activités entrepreneuriales grâce à la création de valeur et à l'innovation (Claessens & Perotti, 2007 ; Demetriades & Rewilak, 2020 ; Sethi & Acharya, 2018). Elle impacte les activités entrepreneuriales par divers canaux, notamment en réduisant les coûts de démarrage pour ceux qui ne disposent pas d'autofinancement, en permettant aux entreprises établies de bénéficier d'opportunités d'expansion et en leur offrant une plus grande capacité d'innovation (Zogning, 2023). Elle permet l'accès au crédit à faible coût aux groupes à faible revenu et vulnérables. Elle stimule également les activités de production organisées dans les zones rurales, ce qui entraîne une augmentation de la production (Zogning, 2023).

Dans cette veine, Wang et Tan (2017) analysent l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat des agriculteurs. Ils montrent que l'inclusion financière est bénéfique pour les agriculteurs. Cela conforte les travaux de Fan et Zhang (2017), qui montrent empiriquement la relation positive entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat. Goel et Madan (2019) soutiennent les travaux de Fareed et al. (2017) en soulignant que l'inclusion financière joue un rôle majeur dans l'amélioration du nombre de femmes dans les activités entrepreneuriales. Cependant, la relation entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat reste mitigée.

En effet, un premier groupe de travaux trouve une relation non concluante entre l'inclusion financière et la création d'emplois. Dans cette catégorie, on peut citer les études de Arcand et al. (2013) ; Meager et al. (2003) ; Crépon et al. (2015) ; Rooyen et al. (2012), Nayar (2014) ; Banerjee et al. (2015) ; Field et al. (2013). Ces auteurs montrent que certaines mesures particulières de financement inclusives, à savoir la microfinance, ont eu peu d'impact sur la croissance des micro-entreprises. À côté de ces travaux, un autre groupe de travaux trouve un lien positif entre l'inclusion financière et la création d'emploi dans les pays en développement. Nous citons, entre autres, les études de Patel (2014) ; Cull et al. (2014) ; Greeley et Chaturvedi (2007) ; Kondo (2007) ; Kondo et al. (2008), Dunn et Arbuckle (2001) ; Blattman et al. (2014) ; Ajide (2020) ; Kimmitt et Muñoz (2017). Pour ces auteurs, l'inclusion financière peut favoriser les activités entrepreneuriales à travers différents canaux, entre autres en réduisant les coûts de démarrage pour les personnes ne disposant pas d'autofinancement, en permettant aux entreprises établies de profiter d'opportunités d'expansion et en leur offrant une plus grande capacité à innover. Au regard de ces résultats mitigés, la relation entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat reste toujours un débat d'actualité.

En Afrique, l'emploi constitue une préoccupation majeure pour les gouvernements en raison du gap croissant entre l'évolution de la population active et celle des emplois créés, ainsi que de la faiblesse du système économique à générer des emplois durables, productifs et décents.

Pour le cas du Togo, malgré une réduction du taux de chômage de 3,1% entre 2011 et 2020, le sous-emploi a progressé de 3,9% sur la même période, accompagné d'un taux de pauvreté élevé de 45,5% (INSEED, 2020). Il est important de noter que le sous-emploi et la pauvreté sont des problèmes multidimensionnels qui sont influencés par des facteurs économiques, sociaux et politiques complexes. Pour lutter contre la pauvreté, il est crucial de promouvoir des politiques et des mesures visant à créer des emplois décents pour améliorer les conditions de vies. L'entrepreneuriat devient alors une solution qui peut stimuler la création d'emploi des jeunes et des femmes (Seck, 2021). De ce fait, il est important d'étudier les facteurs explicatifs de l'entrepreneuriat pour éclairer les décideurs sur les politiques les plus appropriées permettant de lutter efficacement contre le chômage. Car au-delà de l'entrepreneuriat formel et traditionnellement étudié, une dimension encore peu

explorée concerne l'entrepreneuriat de nécessité et d'adaptation. Ce type d'entrepreneuriat, souvent observé dans les économies à faibles revenus, est motivé par un besoin pressant de subsistance plutôt que par une réelle volonté d'innovation ou d'expansion économique, véritable alternative pour faire face à la pauvreté dans un pays tel que le Togo.

Cette étude propose une nouvelle approche de trois manières. Premièrement, elle s'appuie sur des données microéconomiques (INSEED, 2020). L'utilisation des données microéconomiques permet en effet une meilleure identification des individus qui bénéficieraient d'un accès aux services financiers et de ce qu'ils font avec leur finance. Deuxièmement, cette étude utilise une mesure élargie de l'entrepreneuriat. Enfin, troisièmement, cette étude utilise une approche méthodologique qui permet de contrôler l'endogénéité.

Le reste du papier est structuré comme suit : la section 1 dresse la revue de littérature, la section 2 expose la méthodologie empirique, la section 3 analyse les résultats empiriques et enfin la section 4 présente les implications de politiques économiques et la conclusion.

1. Revue de littérature

Selon Smith (1776/1994), Schumpeter (1934) et Drucker (2006), le moteur de la croissance et du développement est l'entrepreneuriat. Cependant, il a été démontré que les contraintes financières imposent des restrictions à l'activité entrepreneuriale (Paulson & Townsend 2004). Dans un contexte de rationnement, les projets à haut rendement et le niveau d'investissement seront affectés par la disponibilité du crédit (Beck et al., 2004 ; Galor & Zeira, 1993 ; Stiglitz & Weiss, 1981).

Bien que la littérature empirique ait largement démontré le rôle crucial de l'inclusion financière dans la croissance économique, les études explorant son impact spécifique sur l'entrepreneuriat restent limitées. La majorité des recherches se sont focalisées sur les effets de l'inclusion financière sur la croissance, la réduction des inégalités de revenus et la lutte contre la pauvreté, en s'appuyant principalement sur des données macroéconomiques. Or, à l'échelle individuelle, l'entrepreneuriat constitue un levier essentiel de création d'emplois et contribue ainsi à une croissance économique durable.

Fareed et al. (2017) à partir d'une étude au Mexique montrent que l'inclusion financière est positivement corrélée à l'entrepreneuriat et peut conduire à des opportunités économiques pour les femmes entrepreneures. Cependant, cette relation positive ne s'applique pas aux femmes opérant dans le secteur informel. Ce résultat n'est pas surprenant étant donné que le degré d'informalité est fortement

associé à la capacité de l'entrepreneur à accéder aux services financiers. Dans le même ordre d'idées, Kede Ndouna et Zogning (2022) ont analysé l'effet de l'accès aux services financiers sur la réduction des inégalités de revenus entre hommes et femmes travaillant dans le secteur informel au Cameroun. Les résultats empiriques montrent qu'il existe encore d'importantes inégalités de revenus entre les hommes et les femmes dans le secteur informel, et que ces inégalités sont dues en grande partie à la différence d'accès au crédit, qui s'explique elle-même dans 13,9% des cas par la différence de genre. Cela signifie que lorsqu'il s'agit d'accéder au crédit, les hommes sont plus inclus financièrement que les femmes, et cet avantage leur permet de générer des revenus nettement plus élevés et des activités plus durables.

Ajide (2020) a utilisé un échantillon de 13 pays africains pour démontrer comment l'inclusion financière peut favoriser le développement de l'entrepreneuriat. Cela fait suite à l'étude de Wang et Tan (2017) qui mettent en évidence l'effet positif de l'inclusion financière sur le développement entrepreneurial des agriculteurs.

Goel et Madan (2019) dans leurs travaux concluent que l'inclusion financière favorise l'augmentation du nombre de personnes dans les activités entrepreneuriales, plus particulièrement les femmes. Par ailleurs, Koloma (2021) soutient que l'inclusion financière a le même effet bénéfique sur le niveau d'intention entrepreneuriale particulièrement chez les jeunes, tout en notant trois principaux obstacles à l'inclusion financière pour les jeunes : le coût des services financiers, le manque d'argent et le manque de connaissance financière par les jeunes.

Néanmoins, cette relation positive entre le niveau d'inclusion financière et le développement de l'activité entrepreneuriale souffre d'un contre-exemple. Matindike et Mago (2022) présentent un contraste saisissant en Afrique du Sud. Alors que le pays a un taux élevé d'inclusion financière (plus de 70% des adultes ont un compte bancaire actif, parmi d'autres choses), le niveau d'activité entrepreneuriale reste proportionnellement faible. Étant donné que l'inclusion financière se réfère en grande partie à l'accès aux services financiers, la question de l'utilisation réelle de ces services financiers devrait être posée, étant donné que de nombreux sud-Africains n'utilisent ces comptes que de manière transitive, en retirant la totalité de leur paie à chaque date de paie. Cette réalité nous amène à s'interroger du lien entre l'inclusion financière et l'activité entrepreneuriale dans le contexte togolais.

Comment l'inclusion financière peut-elle favoriser l'entrepreneuriat ?

L'inclusion financière joue un rôle fondamental dans le développement entrepreneurial en offrant aux entrepreneurs un accès élargi aux services financiers, ce qui facilite leur insertion économique et renforce leur résilience face aux aléas du marché. En premier lieu, elle permet l'accès au financement à travers divers instruments

tels que les prêts, les crédits, les lignes de crédit et les investissements en capital, lesquels sont essentiels pour le démarrage et le développement des entreprises. Cet accès aux ressources financières favorise ainsi la création d'emplois, l'expansion des activités économiques et l'investissement dans des initiatives innovantes (Beck et al., 2007). Par ailleurs, l'inclusion financière contribue à la réduction de la vulnérabilité économique des entrepreneurs en leur offrant des outils de protection contre les chocs financiers. Grâce aux comptes bancaires, aux produits d'épargne et aux services d'assurance, les entrepreneurs peuvent mieux gérer les fluctuations économiques, minimiser les risques liés à leur activité et assurer une certaine stabilité financière (Demirgüç-Kunt et al., 2013). En outre, elle encourage l'épargne et l'investissement en permettant aux entrepreneurs de mettre de côté leurs revenus excédentaires, de constituer des fonds de précaution et d'accéder à des instruments financiers tels que les comptes de dépôt à terme ou les placements productifs, favorisant ainsi l'accumulation du capital et son réinvestissement dans les entreprises (Dupas & Robinson, 2013).

Enfin, l'inclusion financière facilite les transactions commerciales en simplifiant les échanges grâce aux paiements électroniques, aux transferts d'argent mobiles et aux services de paiement en ligne, permettant ainsi aux entrepreneurs d'opérer de manière plus efficace et sécurisée. Cette modernisation des moyens de paiement contribue à une meilleure gestion des flux de trésorerie et à un accès élargi aux marchés nationaux et internationaux (Suri & Jack, 2016). L'ensemble de ces mécanismes renforce le dynamisme entrepreneurial et favorise une croissance économique plus inclusive.

En résumé, l'inclusion financière contribue à l'entrepreneuriat en fournissant aux entrepreneurs un accès aux services financiers nécessaires pour démarrer, développer et gérer leurs activités commerciales. Cela favorise la croissance économique, la création d'emplois et l'innovation. L'entrepreneuriat se positionne ainsi comme un véritable moteur de la croissance et du développement (Smith, 1776/1994).

Pour promouvoir l'entrepreneuriat, il est donc important d'avoir une meilleure compréhension de la relation entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat à travers une analyse empirique.

2. Méthodologie

2.1. Stratégie empirique de l'analyse de l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat

Afin d'examiner empiriquement l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat, nous partons d'une régression Logit.

De façon générale, le modèle s'écrit comme suit :

$$Y_i = \beta X_i + \varepsilon_i \quad (1)$$

où Y_i est une variable dépendante dichotomique. X désigne l'ensemble des variables explicatives du modèle ; β représente le vecteur des coefficients du modèle ; ε est un terme d'erreur aléatoire. Étant donné le caractère dichotomique de la variable dépendante, un modèle Logit est utilisé pour estimer l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat. Plusieurs études ont également utilisé le modèle Logit pour étudier les facteurs explicatifs l'entrepreneuriat (Banerjee et al., 2015 ; Cull et al., 2014). Le modèle estimé est donc le suivant :

$$Prob(\text{entrepreneuriat} = 1 \mid X) = \alpha_0 + \alpha_1 X_i + \varepsilon_i \quad (2)$$

L'estimation des paramètres de l'équation (2) est effectuée à l'aide de la technique du maximum de vraisemblance.

2.2. Source des données

Dans le cadre de cette étude, nous utilisons des données primaires provenant de l'enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages au Togo (INSEED, 2020). Cette enquête nationale est financée par l'Union Européenne et s'inscrit dans la perspective d'une meilleure connaissance de la pauvreté dans les pays membres de l'UEMOA. Le champ de l'enquête est la population de 15 ans et plus considérée comme adulte, estimée à 4,1 millions sur une population totale de 6,8 millions en 2019 selon l'INSEED. La taille totale de l'échantillon de l'enquête est de 6171 chefs de ménages. Cette base de données fournit des informations relatives aux aspects démographiques, socio-économiques et financiers des ménages (INSEED, 2020).

2.3. Description des variables

La variable dépendante du présent article est l'entrepreneuriat. Pour mesurer l'entrepreneuriat, nous partons de la question suivante qui a été posée aux répondants dans l'enquête EHCVM : « à quoi ont servi les services financiers obtenus dans les institutions financières (banques, IMFs) au cours des 12 derniers mois ? ». La réponse : « Créer une activité ou développer une activité existante » a été retenue pour ceux qui ont eu accès aux services financiers. Ainsi, nous générons une variable binaire = 1 si l'individu a créé une activité ou développé une activité existante (choisie d'entreprendre ou d'innover), 0 sinon.

Tableau 1. Détails les différentes variables utilisées dans l'étude ainsi que leur justification théorique

Variable	Description	Justification théorique
Entrepreneuriat (variable dépendante)	variable binaire : 1 si l'individu a créé ou développé une activité, 0 sinon	l'entrepreneuriat est un facteur clé de la croissance économique et de la réduction du chômage (Ajide, 2020 ; Schumpeter, 1934)
Inclusion financière (variable explicative principale)	variable multinomiale représentant différents niveaux d'accès aux services financiers : 1 (compte bancaire), 2 (épargne), 3 (crédit), 4 (assurance)	l'inclusion financière favorise l'entrepreneuriat en réduisant les contraintes de financement et en facilitant l'accès aux ressources financières (Beck et al., 2007 ; Demirgüç-Kunt & Levine, 2009)
Genre	variable binaire : 1 si homme, 0 si femme	les différences de genre influencent l'accès aux services financiers et l'engagement entrepreneurial (Klapper & Parker, 2011)
Âge	âge de l'individu en années	l'âge affecte la propension à entreprendre : les jeunes sont plus enclins à prendre des risques tandis que les plus âgés disposent de plus de capital et d'expérience (Evans & Jovanovic, 1989)
Niveau d'éducation	catégorie : primaire, secondaire, universitaire	l'éducation influence la capacité à gérer une entreprise et à accéder aux financements (Koloma, 2021)
Milieu de résidence	variable binaire : 1 si urbain, 0 si rural	les opportunités d'entrepreneuriat diffèrent entre les zones urbaines et rurales, en raison de l'accès aux infrastructures et aux marchés (Burgess & Pande, 2005)
Région de résidence	variable catégorielle représentant les six régions du Togo	l'environnement régional joue un rôle dans l'accès aux services financiers et aux opportunités économiques (World Bank, 2014)
Statut matrimonial	catégorie : célibataire, marié, divorcé, veuf	le statut matrimonial peut influencer les décisions entrepreneuriales, notamment par la stabilité financière et les responsabilités familiales (Bernat et al., 2017)
Taille du ménage	nombre total de membres du ménage	un ménage plus grand peut signifier un partage des ressources et des obligations, influençant l'activité entrepreneuriale (Ajide, 2020)
Possession d'actifs	variable binaire : 1 si l'individu possède des actifs, 0 sinon	les actifs constituent une garantie pour l'accès au crédit et influencent la décision d'entreprendre (Knight, 1921)
Temps nécessaire pour atteindre une agence financière (variable instrumentale)	variable multinomiale classée en six catégories : -10 min, 11-20 min, 21-30 min, 31-60 min, 61min-2h, +2h	utilisée comme instrument pour mesurer l'impact de l'accessibilité aux services financiers sur l'entrepreneuriat (Afawubo et al., 2019 ; Jack & Suri, 2014)

Source : élaboration propre.

À la différence des études de Koloma (2021) et Ajide (2020) qui ont utilisé le fait de « créer une activité » comme proxy de l'entrepreneuriat, nous ajoutons le fait de « développer une activité » comme faisant partie de la mesure de l'entrepreneuriat. La raison est qu'un individu ayant déjà une entreprise peut solliciter les services financiers dans le but d'étendre ses activités.

La variable explicative principale de cette étude est l'inclusion financière. En suivant l'approche d'Afawubo et al. (2019), nous considérons l'inclusion financière comme un processus progressif structuré en quatre étapes, allant de la possession d'un compte bancaire à l'accès à l'assurance. Ainsi, un individu est considéré comme financièrement inclus s'il franchit successivement ces étapes : (1) la possession d'un compte bancaire, (2) la capacité d'épargner, (3) l'accès au crédit et (4) l'accès à une assurance maladie.

Tenant compte de ces différentes étapes, nous considérons que la variable inclusion financière est une variable multinomiale qui prend la valeur une lorsque l'individu possède un compte bancaire ; la valeur deux lorsque l'individu épargne ; la valeur trois lorsque l'individu a accès au crédit et la valeur quatre lorsque l'individu a accès à une assurance maladie.

Par ailleurs, conformément aux travaux de Cull et al. (2014), Greeley et Chaturvedi (2007), Kondo (2007) et Kondo et al. (2008), nous intégrons plusieurs variables de contrôle, notamment les caractéristiques sociodémographiques (âge, sexe, milieu et région de résidence, niveau d'éducation, situation matrimoniale du chef de ménage) et la taille du ménage (nombre de personnes dans le ménage).

Nous prenons également en compte l'effet de la possession d'actifs sur l'entrepreneuriat. Selon Knight (1921), les personnes disposant de plus de ressources financières sont davantage enclines à entreprendre, les marchés des capitaux n'étant pas toujours en mesure de fournir un financement optimal aux entrepreneurs en raison des problèmes de sélection adverse et de risque moral. Cette hypothèse est confirmée par les travaux empiriques d'Evans et Jovanovic (1989) ainsi que de Bernat et al. (2017), qui mettent en évidence le rôle du patrimoine dans la probabilité de devenir entrepreneur. Le détail de ces différentes variables utilisées sont décrites dans le tableau 1.

Les statistiques descriptives des principales variables utilisées dans l'analyse (tableau 2), permettent d'observer une variation significative des caractéristiques socio-démographiques des individus enquêtés ainsi que des indicateurs d'inclusion financière, avec notamment une moyenne relativement élevée d'inclusion financière (6,30) et une diversité marquée dans la taille des ménages et l'accès aux services financiers.

Dans l'ensemble, on note une faible corrélation entre les variables choisies comme le montre le tableau 3 qui présente les coefficients de corrélation simples entre les variables.

Tableau 2. Statistiques descriptives des principales variables

Variables	N	Moyenne	Écart-type	Min	Max
Région	6,171	3,556	1,710	1	6
Milieu de résidence = urbain	6,171	0,584	0,493	0	1
Genre du répondant	6,171	0,445	0,497	0	1
Statut matrimonial = marié	6,171	2,175	1,142	1	5
Éducation	6,171	1,447	1,064	0	3
Groupe d'âge	6,171	1,645	1,530	0	6
Inclusion financière	6,171	6,301	1,313	1	4
Temps nécessaire pour atteindre une agence financière	6,171	3,484	2,423	1	7
Taille du ménage	6,171	4,448	2,707	1	28
Possession d'actifs	6,171	0,147	0,223	0	1

Source : élaboration propre.

Tableau 3. Colinéarité entre les variables

	Entre-preneuriat	Inclusion financière	Possession d'actif	Genre	Milieu	Région	Taille du ménage	Age	Statut matrimonial	Educa-tion
Entrepreneuriat	1,0000									
Inclusion financière	0,2919	1,0000								
Possession d'actif	0,0216	0,0011	1,0000							
Genre	-0,0922	0,1291	-0,0597	1,0000						
Milieu	-0,4291	0,2913	-0,0908	0,0095	1,0000					
Région	-0,1997	0,0507	-0,1306	-0,032	0,2528	1,0000				
Taille du ménage	0,1026	-0,1668	0,0256	-0,029	-0,1675	-0,079	1,0000			
Age	0,1190	-0,0867	0,1113	0,0555	-0,1266	-0,0655	-0,0863	1,0000		
Statut matrimonial	0,1490	-0,1097	0,1262	-0,2752	-0,1253	-0,0680	-0,0895	0,6162	1,0000	
Éducation	-0,3803	0,3701	-0,0888	0,3051	0,3083	0,0632	-0,1152	-0,4191	-0,4312	1,0000

Source : sur la base des données de (INSEED, 2020).

3. Résultats empiriques et discussions

Nous présentons dans un premier temps les déterminants de l'entrepreneuriat. Dans un second temps, l'analyse de robustesse des résultats de l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat et enfin l'effet modérateur du genre et du milieu de résidence sur la relation inclusion financière et l'entrepreneuriat.

3.1. Les déterminants de l'entrepreneuriat

Le tableau 4 présente les résultats du modèle logit. Le test de Wald montre que l'hypothèse nulle (c'est-à-dire que tous les coefficients de régression sont conjointement nuls) est rejetée à un niveau de significativité de 1%. Cela implique que les variables incluses dans la régression créent une amélioration statistiquement significative de l'ajustement du modèle. De même, les prédictions sont correctes dans plus de 76% des cas pour toutes les estimations.

Les résultats montrent que l'inclusion financière a un effet positif et significatif sur l'entrepreneuriat. Le fait de disposer d'un compte bancaire augmente la probabilité d'entreprendre de plus de 5 points de pourcentage. De même, lorsqu'un individu a accès au crédit, sa probabilité d'entreprendre augmente de plus de 20 points de pourcentage. Ces résultats rejoignent ceux de Gafni (2020). En effet l'inclusion financière, outre la sécurité qu'elle offre, permet à leurs utilisateurs d'augmenter leur épargne, de mieux la suivre et la gérer, de la rendre moins liquide et de résister plus facilement aux tentations de la dépenser rapidement ou de la partager avec des conjoints ou des voisins et des proches (Ashraf, 2009 ; Jakiela & Ozier, 2016 ; Platteau, 2015). Comme le suggèrent Dupas et Robinson (2013), les mécanismes d'épargne peuvent avoir un effet positif sur la création et le fonctionnement des entreprises de deux manières. Premièrement, cette possibilité qu'offre l'inclusion financière aux entrepreneurs d'épargner des sommes d'argent plus importantes leur permettra d'avoir des investissements plus importants pour leur entreprise, plutôt que de petits investissements moins efficaces. Deuxièmement, cela leur permet d'économiser de l'argent en toute sécurité en dehors de l'entreprise en cas de réalisation de bénéfices qui pourront être utilisés dans les périodes de rentabilité plus faibles.

Quant aux variables de contrôle, les résultats montrent que le niveau d'étude a un effet statistiquement significatif sur l'entrepreneuriat. Paradoxalement, ici, l'effet est d'autant plus élevé que le niveau d'étude est faible. En effet, toutes choses égales par ailleurs, comparé aux individus ayant un niveau d'éducation élevé, la probabilité d'entreprendre augmente d'environ 11 points de pourcentage pour les individus ayant un niveau primaire et respectivement d'environ 8 et 5 points de pourcentage pour les individus ayant un niveau d'éducation secondaire et universitaire. Il existe donc une relation décroissante entre le niveau d'étude et l'entrepreneuriat. Cela

Tableau 4. Les déterminants de l'entrepreneuriat en utilisant le modèle logit

Variables	Entrepreneuriat	Effets marginaux
Accès au compte bancaire = 2	0,0556** (0,0356)	0,0246**
Accès à l'épargne = 3	0,0740*** (0,0246)	0,0759***
Accès au crédit = 4	0,2067*** (0,0265)	0,1988***
Accès à l'assurance = 5	0,0642*** (0,0239)	0,0762***
Genre = homme	0,00864 (0,0351)	0,00551
Milieu = urbain	0,293*** (0,0356)	0,508***
Région = 2, Plateaux	-0,0351 (0,0225)	-0,0188
Région = 3, Centrale	0,00230 (0,0239)	0,00711
Région = 4, Kara	0,0405* (0,0230)	0,0406*
Région = 5, Savanes	0,0326 (0,0235)	0,0145
Région = 6, Grand Lomé	0,0655*** (0,0236)	0,0770***
Taille du ménage	-0,00625 (0,00607)	-0,00656
Taille du ménage au carré	0,000555 (0,000564)	0,000526
20-30 ans	0,1009*** (0,0384)	0,1004***
30-40 ans	0,0883*** (0,0236)	0,0870***
40-50 ans	0,0785*** (0,0256)	0,0777***
50-60 ans	0,0548*** (0,0508)	0,0528***
60-70 ans	0,0306 (0,0590)	0,0392
70 ans et plus	0,0168 (0,0009)	0,0196
Marié (e)	0,0398 (0,0394)	0,0189

Variables	Entrepreneuriat	Effets marginaux
Divorcé (e)	0,0606* (0,0558)	0,0596*
Veuve ou veuf	0,00665 (0,0536)	0,00497
Niveau d'éducation = primaire	0,114*** (0,0383)	0,195***
Niveau d'éducation = secondaire	0,088*** (0,0396)	0,0285***
Niveau d'éducation= université	0,053*** (0,0244)	0,519***
Possession d'actif	-0,0535* (0,0265)	-0,0426
Pseudo R ²	0,249	0,248
Prob > chi2	0,000	0,000
Pourcentage correctement prédit	76,31%	76,31%
Observations	6,171	6,171

Note: Les écart-types robustes sont entre parenthèse *** $p < 0,01$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : sur la base des données de (INSEED, 2020).

peut s'expliquer par le fait que les personnes ayant un niveau d'éducation plus élevé disposent de meilleures compétences en gestion et elles sont celles qui ont de meilleures offres d'emploi sur le marché du travail (Simoes et al., 2016), et en conséquence, ne sont pas motivées pour l'entrepreneuriat. De plus, les personnes ayant un niveau d'étude élevé ont tendance à opter plus pour un travail stable et sécurisant. Cela montre la faible pénétration de la culture entrepreneuriale dans le système éducatif en Afrique.

Concernant le genre de l'individu et la taille du ménage, ils n'ont pas d'effet statistiquement significatif sur l'entrepreneuriat ; ceci est contraire aux études antérieures. En effet, pour l'âge, nous constatons que la probabilité d'entreprendre diminue à mesure que l'âge avance.

Les résultats montrent que la probabilité d'entreprendre augmente de près de 30 points de pourcentage pour les résidents des milieux urbains comparés aux résidents des milieux ruraux. Cela montre que le milieu urbain offre plus d'opportunités d'activités économiques que le milieu rural. Ce résultat est conforme à ceux généralement trouvés dans la littérature (Gafni, 2020 ; Jakiela & Ozier, 2016). Les résultats montrent également que le coefficient de la variable possession d'actifs affiche un signe négatif. De tels résultats sont contraires aux travaux empiriques d'Evans et Jovanovic (1989) et de Bernat et al. (2017). Ce signe négatif pourrait s'expliquer par le fait que dans un contexte de sous-développement et en particulier au Togo, les personnes riches perçoivent la création d'entreprise comme une

action risquée. Cette aversion pour le risque pourrait donc être un handicap à la création d'entreprise. De plus, les personnes riches sont à l'abri du besoin et ne voient plus la nécessité d'entreprendre.

3.2. Analyse de robustesse des résultats

Il est possible d'avoir une causalité bidirectionnelle entre l'entrepreneuriat et l'inclusion financière. En effet, selon la théorie des ressources sociales, les ressources (richesse, éducation, statut socio-économique, etc.) influencent l'entrepreneuriat (Schumpeter, 1911 ; King & Levine, 1993 ; Aghion et al., 2007 ; Ghanem & Achouche, 2017). Les personnes ayant plus de ressources socio-économiques sont donc plus enclines à être entrepreneurs. Des études ont mis en évidence l'effet positif de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat (Ajide, 2020 ; Blattman et al., 2014 ; Dunn & Arbuckle, 2001 ; Kimmitt & Munoz, 2017 ; Kondo et al., 2008). De même, l'effet inverse entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat a fait l'objet de plusieurs études (Banerjee et al., 2015 ; Blattman et al., 2014 ; Field et al., 2013 ; Nayar, 2014). Étant donné cette possible causalité bidirectionnelle entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat, la variable d'intérêt, l'inclusion financière, est endogène et est alors corrélée avec le terme d'erreurs (Wooldridge, 2002). Au cas échéant, les coefficients estimés des régressions logit peuvent être entachés de biais d'endogénéité.

Afin de contrôler ce biais d'endogénéité potentiel de l'inclusion financière, nous utilisons une stratégie de variable instrumentale. À cet égard, il nous faudrait trouver un instrument qui influence l'accès aux services financiers, mais qui n'affecte pas directement l'entrepreneuriat. En se reposant sur la littérature (Afawubo et al., 2019 ; Jack & Suri, 2014 ; Ky et al., 2018), la distance jusqu'au service financier le plus proche est souvent utilisée comme instrument. Suivant Afawubo et al. (2019) et Djahini-Afawoubo et al. (2023), nous utilisons le temps nécessaire pour atteindre une agence financière comme instrument. Il s'agit d'une variable multinomiale à 6 modalités, classées de 1 à 6, représentant respectivement « moins de 10 min », « 11–20 min », « 21–30 min », « 31–60 min », « 61 min–2 h », et « plus de 2 h ». Nous utilisons le modèle de probabilité linéaire, car il permet de surmonter plus facilement certains problèmes économétriques par rapport aux modèles logistiques (Angrist & Krueger, 2001 ; Djahini-Afawoubo et al., 2023 ; Miguel et al., 2004 ; Wooldridge, 2002). Le modèle estimé est le suivant :

$$Prob(\text{entrepreneuriat} = 1 | X) = \alpha_0 + \alpha_1 IF_i + \alpha_2 S_i + \varepsilon_i \quad (3)$$

où IF représente l'inclusion financière et S , l'ensemble des autres variables explicatives du modèle.

Les résultats des estimations basées sur l'équation (3) sont consignés dans le tableau 5. L'effet positif de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat est confirmé. En effet, les résultats montrent que l'inclusion financière augmente de manière significative à 1% la probabilité d'entreprendre de près de 30 points de pourcentage. L'effet positif et statistiquement significatif de l'éducation sur l'entrepreneuriat est confirmé. Il en est de même pour l'âge et le milieu de résidence qui gardent leur effet statistiquement significatif sur l'entrepreneuriat. L'âge agit positivement sur la probabilité d'être entrepreneur. Ce résultat était attendu dans la mesure où pour la tranche d'âge considérée dans cette étude, la majorité étant jeune, ils sont plus susceptibles de devenir entrepreneurs (Bernat et al., 2017). Par ailleurs, le coefficient de la variable âge élevée au carré est négatif, confirmant ainsi la présence d'un effet de seuil pour la variable âge et de l'existence d'une relation en forme de U

Tableau 5. Déterminants de l'entrepreneuriat en utilisant la méthode des variables instrumentales

Variables	Entrepreneuriat	Effets marginaux
Inclusion financière	0,3030*** (8,89)	0,2973***
Genre = masculin	0,0081 (0,22)	0,0050
Statut matrimonial = marié	0,0230*** (3,30)	0,0541***
Alphabétisation = oui	0,0774*** (3,41)	0,0780***
Age	0,0004*** (1,34)	0,0006***
Age au carré	-0,0034*** (1,641)	-0,0002***
Taille du ménage	-0,0304*** (4,44)	-0,0300***
Taille au carré	0,0014*** (3,44)	0,0015***
Milieu de résidence = urbain	0,3283*** (13,98)	0,2692***
Possession d'actif	-0,0073 (0,33)	-0,0004
_ cons	1,3743*** (33,32)	1,2977***
R ²	0,10	0,08
N	6,171	6,171

Note: Les écart-types robustes sont entre parenthèse * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Source : élaboration propre des données de (INSEED, 2020).

inversé entre l'âge et l'activité entrepreneuriale. De même, l'effet du genre et de la taille du ménage demeurent statistiquement non significatifs sur l'entrepreneuriat. L'effet de la possession d'actifs sur l'entrepreneuriat reste négatif, mais n'est plus statistiquement significatif.

3.3. Effet modérateur du genre et du milieu de résidence sur la relation entre l'inclusion financière et l'entrepreneuriat

Il est intéressant de savoir si l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat diffère en fonction du genre ou du milieu de résidence. Pour tester cette hypothèse, nous incluons dans le modèle non seulement l'effet principal de l'inclusion financière, mais aussi ses interactions avec chacun de ces facteurs (genre et milieu de résidence). Cependant, l'interaction statistique entre l'inclusion financière, potentiellement endogène, et une covariable exogène comme le genre ou le milieu de résidence, est elle-même potentiellement endogène. Il est donc important de vérifier la condition de rang (Djahini-Afawoubo et al., 2023 ; Wooldridge, 2002) qui stipule que pour chaque prédicteur endogène inclus dans la deuxième étape, il doit y avoir au moins un instrument inclus dans la première étape. Cela signifie que si nous incluons un effet principal potentiellement endogène et deux interactions potentiellement endogènes dans le modèle de deuxième étape, nous devons inclure au moins trois instruments dans le modèle de première étape (Djahini-Afawoubo et al., 2023). Pour satisfaire cette condition, nous utilisons comme instruments les interactions correspondantes entre l'instrument original pour l'effet principal de l'inclusion financière (le temps nécessaire pour atteindre une agence financière) et ses interactions avec les mêmes covariables exogènes (le genre et le milieu de résidence).

Le modèle estimé s'écrit comme suit :

$$\begin{aligned} & Prob(\text{entrepreneuriat} = 1 \mid X) = \\ & = \alpha_0 + \alpha_1 IF_i + \alpha_2 group_i + \alpha_3 (IF_i * group_i) + \partial_i B_i + \varepsilon_i \end{aligned} \quad (4)$$

où IF désigne l'inclusion financière ; $group$, le groupe sociodémographique (comme le genre et le milieu de résidence) ; B désigne l'ensemble des autres variables explicatives du modèle. L'effet total de l'inclusion financière est obtenu en dérivant l'équation (4) :

$$\frac{\partial Prob(\text{entrepreneuriat} = 1 \mid X)}{\partial IF_i} = \alpha_1 + \alpha_3 group_i \quad (5)$$

Les résultats de l'estimation de l'équation (4) par la méthode des variables instrumentales (tableau 6) confirment que l'inclusion financière a un effet positif

Tableau 6. Interaction de l'inclusion financière avec le genre et le milieu de résidence

Variables	Entrepreneuriat	Effets marginaux
Inclusion financière	0,3026*** (3,05)	0,02176***
Inclusion financière croisée avec le milieu de résidence	0,1157*** (3,69)	0,1213***
Inclusion financière croisée avec le genre	0,0136 (0,40)	0,0109
Inclusion financière croisée avec l'alphabétisation	0,0905 (1,31)	0,0811
Milieu de résidence = urbain	0,5136*** (5,36)	0,05352***
Genre = masculin	0,0390 (0,53)	0,0328
Alphabétisation = oui	0,0936 (0,75)	0,0764
État matrimonial : marié	0,0493*** (3,11)	0,0507***
Age	0,0005 (1,07)	0,0005
Âge au carré	-0,0005*** (1,07)	-0,0005***
Taille du ménage	-0,0393*** (4,36)	-0,0287***
Taille du ménage au carré	0,0015*** (3,34)	0,0014***
Possession d'actifs	-0,0061 (0,36)	-0,0017
_ cons	1,3936*** (10,61)	1,3298*** (11,20)
R ²	0,09	0,08
N	6,171	6,171

Note: Les écart-types robustes sont entre parenthèse * $p < 0,1$; ** $p < 0,05$; *** $p < 0,01$.

Source : élaboration propre des données de (INSEED, 2020).

et significatif (1%) sur l'entrepreneuriat, en accord avec Beck et al. (2007) ainsi qu'Aghion et Bolton (1997). Cela confirme le rôle fondamental des services financiers dans la réduction des contraintes de liquidité et l'encouragement à l'initiative entrepreneuriale, comme l'ont souligné Banerjee et Newman (1993) et Rajan et Zingales (1998).

En revanche, l'effet d'interaction avec le genre n'est pas significatif. Les politiques d'inclusion financière en faveur des femmes restent limitées par des barrières

structurelles (normes sociales, accès aux ressources), comme l'indiquent Klapper et Parker (2011). Au Togo, malgré des initiatives comme le FNFI, l'impact sur l'entrepreneuriat féminin reste limité à court terme.

L'effet de l'inclusion financière varie toutefois selon le milieu de résidence : l'interaction est statistiquement significative, indiquant une influence différenciée sur l'entrepreneuriat en fonction des milieux. Ce constat corrobore avec les travaux de Burgess et Pande (2005), qui soulignent que l'extension des services financiers en milieu rural peut stimuler l'entrepreneuriat en améliorant l'accès au crédit et en réduisant la dépendance à l'autofinancement.

Ces résultats soulignent donc la nécessité d'une approche adaptée aux spécificités socio-économiques et territoriales pour maximiser l'impact de l'inclusion financière.

Conclusion et implications de politiques économiques

Dans cette étude, nous avons analysé l'effet de l'inclusion financière sur l'entrepreneuriat à partir des données tirées de l'enquête INSEED (2020). Pour ce faire, nous employons une procédure à variable instrumentale afin de résoudre les problèmes d'endogénéité suspectés dans la littérature entre les deux variables.

Dans l'ensemble, les résultats révèlent des effets positifs et statistiquement significatifs de l'inclusion financière des individus sur la création d'entreprises. Le fait d'être inclus financièrement accroît la probabilité des individus d'épargner et d'emprunter pour des motifs de création d'entreprise. Ainsi, en supposant une relation très étroite entre l'entrepreneuriat et le développement, l'entrepreneuriat se présente comme un canal entre l'inclusion financière, le développement et la réduction de la pauvreté (Ajide, 2020). Nous suggérons au vu de nos résultats que si l'objectif d'inclusion financière peut être favorisé par l'accès aux financiers, l'une des meilleures façons de promouvoir l'entrepreneuriat est d'implanter des stratégies qui améliorent l'accès à ces services financiers. Ainsi, bien que les travaux de Banerjee et Duflo (2011), ont montré que la question du financement ne demeure pas la seule barrière à l'entrepreneuriat dans les pays pauvres dont un plus grand nombre se trouve dans les pays d'Afrique subsaharienne, les politiques dans le sens d'une plus grande inclusion financière des populations, à travers par exemple, la facilitation aux produits d'épargne, de crédit et d'assurance et un cadre réglementaire qui facilite l'entrée et la diffusion des services mobiles devraient aider à parvenir à une inclusion financière plus efficace. De nos jours, la pandémie de la COVID-19 a montré les limites des canaux traditionnels de l'inclusion financière (banques, IMFs), ce qui offre des opportunités qui pourraient être saisies pour faire avancer les initiatives d'inclusion financière à l'aide des plateformes numériques

(mobile money). De plus, les résultats ont mis en évidence une relation décroissante entre le niveau d'étude et l'entrepreneuriat. Les politiques de l'État gagneraient en efficacité en intégrant la culture entrepreneuriale dans la formation des apprenants.

References

- Afawubo, K., Couchoro, K., Agbaglah, M., & Gbandi, T. (2019). Mobile money adoption and households vulnerability to shocks: Evidence from Togo. *Applied Economics*, 52(10), 1141–1162.
- Aghion, P., & Bolton, P. (1997). A theory of trickle-down growth and development. *The Review of Economic Studies*, 64(2), 151–172.
- Aghion, P., Fally, T., & Scarpetta, S. (2007). Credit constraints as a barrier to the entry and post-entry growth of firms. *Economic Policy*, 22(1), 731–779.
- Ajide, M. (2020). Financial inclusion in Africa: Does it promote entrepreneurship? *Journal of Financial Economic Policy*, 12(4), 687–706.
- Angrist, J. D., & Krueger, A. B. (2001). Instrumental variables and the search for identification: From supply and demand to natural experiments. *Journal of Economic Perspectives*, 15(4), 69–85. <https://doi.org/10.1257/jep.15.4.69>
- Arcand, J. L., Dyer, P., Gonzalez, S. P., & Gardiner, D. (2013). *MEDA Maroc's 100 hours to success impact evaluation – baseline study*. International Initiative for Impact Evaluation.
- Ashraf, N. (2009). Spousal control and intra-household decision making: An experimental study in the Philippines. *American Economic Review*, 99(4), 1245–1277.
- Banerjee, A., & Duflo, E. (2011). More than 1 billion people are hungry in the world. *Foreign Policy*, 186, 66–72. <https://www.jstor.org/stable/41233425>
- Banerjee, A., Duflo E., Glennerster R. & Kinnan G. (2015). The miracle of microfinance? Evidence from a randomized evaluation. *American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 22–53. <https://doi.org/10.1257/app.20130533>
- Banerjee, A. V., & Newman, A. F. (1993). Occupational choice and the process of development. *Journal of Political Economy*, 101(2), 274–298.
- Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, inequality and the poor. *Journal of Economic Growth*, 12, 27–49.
- Bernat, L. F., Carolina, F., & Arroyo, M. R. (2017). Entrepreneurship, education, and wealth. *Small Business Economics*, 49(4), 849–866.
- Blattman, C., Green, E. P., Jamison, J., & Annan, J. (2014). *Employing and empowering marginalized women: A randomized trial of microenterprise assistance*. Massachusetts Institute of Technology.
- Burgess, R., & Pande, R. (2005). Do rural banks matter? Evidence from the Indian social banking experiment. *American Economic Review*, 95(3), 780–795.
- Claessens, S., & Perotti, E. (2007). Finance and inequality: Channels and evidence. *Journal of Comparative Economics*, 35(4), 748–773. <https://doi.org/10.1016/j.jce.2007.07.002>
- Crépon, B., Devoto, F., Duflo, E., & Pariente, W. (2015). Estimating the impact of micro-credit on those who take it up: Evidence from a randomized experiment in Morocco.

- American Economic Journal: Applied Economics*, 7(1), 123–150. <https://doi.org/10.1257/app.20130535>
- Cull, R., Ehrbeck, T., & Holle, N. (2014). *Financial inclusion and development: Recent impact evidence*. CGAP Focus Note 92.
- Demetriades, P. O., & Rewilak, J. M. (2020). Recovering the finance-growth nexus. *Economics Letters*, 196, 109563. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2020.109563>
- Demirgüç-Kunt, A., Klapper, L. F., & Singer, D. (2013). *Financial inclusion and legal discrimination against women: Evidence from developing countries*. World Bank Policy Research Working Paper, 6416.
- Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2009). Finance and inequality: Theory and evidence. *Annual Review of Financial Economics*, 1(1), 287–318.
- Djahini-Afawoubo, D., Couchoro M. & Atchi F. (2023). Does mobile money contribute to reducing multidimensional poverty? *Technological Forecasting and Social Change*, 187, 122194.
- Drucker, P. F. (2006). *Classic Drucker: Essential wisdom of Peter Drucker from the pages of Harvard Business Review*. Harvard Business Press.
- Dunn, E., & Arbuckle, G. (2001). *The impacts of microcredit: A case study from Peru*. USAID Assessing the Impact of Microenterprise Services (AIMS Project).
- Dupas, P., & Robinson, J. (2013). Savings constraints and microenterprise development: Evidence from a field experiment in Kenya. *American Economic Journal: Applied Economics*, 5(1), 163–192.
- Evans, D. S., & Jovanovic, B. (1989). An estimated model of entrepreneurial choice under liquidity constraints. *Journal of Political Economy*, 97(4), 808–827.
- Fan, Z., & Zhang, R. (2017). Financial inclusion, entry barriers, and entrepreneurship: Evidence from China. *Sustainability*, 9(2), 203. <https://doi.org/10.3390/su9020203>
- Fareed, F. (2017). *Financial inclusion and women entrepreneurship: Evidence from Mexico*. OECD Economics Department Working Papers, 1411.
- Fareed, M., Isa, M. F. M., & Noor, W. S. W. (2017). Human resource professionals' effectiveness, organizational culture and high performance work system link: Evidence from Pakistan. *International Review of Management and Marketing*, 7(1), 85–94.
- Field, E., Pande, R., Papp, J., & Rigol, N. (2013). Does the classic microfinance model discourage entrepreneurship among the poor? Experimental evidence from India. *American Economic Review*, 103(6), 2196–2226.
- Gafni, H. (2020). *Alternative digital methods of providing entrepreneurial finance* [doctoral dissertation]. Copenhagen Business School.
- Galor, O., & Zeira, J. (1993). Income distribution and macroeconomics. *The Review of Economic Studies*, 60(1), 35–52. <https://doi.org/10.2307/2297811>
- Ghanem, Y., & Achouche, M. (2017). Financial development impact on firm dynamic creation: Panel data evidence on MENA countries. *International Economic Journal*, 37(1), 94–111.
- Ghosh, S., & Vinod, D. (2017). What constrains financial inclusion for women? Evidence from Indian micro data. *World Development*, 92, 60–81.
- Goel, N., & Madan, P. (2019). Benchmarking financial inclusion for women entrepreneurship a study of Uttarakhand state of India. *Benchmarking: An International Journal*, 26(1), 160–175. <https://doi.org/10.1108/BIJ-01-2018-0023>

- Greeley, M., & Chaturvedi, M. (2007). *Microfinance in Afghanistan: A baseline and initial impact study for microfinance investment support facility for Afghanistan (MISFA)*. Institute of Development Studies.
- INSEED. (2020). *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages 2018–2019*. Institut National de la Statistique et des Études Économiques et Démographiques. <https://doi.org/10.48529/ww9z-d865>
- Jack, W., & Suri, T. (2014). Risk sharing and transactions costs: Evidence from Kenya's mobile money revolution. *American Economic Review*, 104(1), 183–223.
- Jakiela, P., & Ozier, O. (2016). Does Africa need a rotten kin theorem? Experimental evidence from village economies. *The Review of Economic Studies*, 83(1), 231–268.
- Kede Ndouna, F., & Zogning, F. (2022). Financial inclusion and gender income inequalities in informal entrepreneurship: The case of Cameroon. *The Journal of Entrepreneurial Finance*, 24(3), 33–47. <https://doi.org/10.57229/2373-1761.1443>
- Kimmitt, J., & Munoz P. (2017). Entrepreneurship and financial inclusion through the lens of instrumental freedoms. *International Small Business Journal*, 35(7), 803–828.
- King, R. G., & Levine, R. (1993). Finance, entrepreneurship and growth. *Journal of Monetary Economics*, 32(3), 513–542. [https://doi.org/10.1016/0304-3932\(93\)90028-E](https://doi.org/10.1016/0304-3932(93)90028-E)
- Klapper, L. F., & Parker, S. C. (2011). Gender and the business environment for new firm creation. *The World Bank Research Observer*, 26(2), 237–257.
- Knight, F. H. (1921). *Risk, uncertainty, and profit*. Houghton Mifflin.
- Koloma, Y. (2021). Financial inclusion and youth entrepreneurship in Africa: Barriers and opportunities. *African Development Review*, 33(3), 374–388.
- Kondo, T. (2007). *Impact of microfinance on rural households in the Philippines*. Asian Development Bank.
- Kondo, T., Orbeta, A., Dingcong, C., & Infantado, C. (2008). Impact of microfinance on rural households in the Philippines. *IDS Bulletin*, 39(1), 51–70.
- Ky, S., Rugemintwari, C., & Sauviat, A. (2018). Does mobile money affect saving behaviour? Evidence from a developing country. *Journal of African Economies*, 27(3), 285–320. <https://doi.org/10.1093/jafeco/ejx028>
- Matindike, S., & Mago, S. (2022). Financial inclusion on entrepreneurship in South African townships: Lessons for practitioners and policy makers from literature. *AfricaGrowth Agenda*, 19(2), 22–23. https://hdl.handle.net/10520/ejc-afgrow_v19_n2_a4
- Meager, N., Bates P., & Cowling, M. (2003). An evaluation of business start-up support for young people. *National Institute Economic Review*, 186(1), 59–72.
- Miguel, E., Satyanath, S., & Sergenti, E. (2004). Economic shocks and civil conflict: An instrumental variables approach. *Journal of Political Economy*, 112(4), 725–753. <https://doi.org/10.1086/421174>
- Nayar, N. (2014). *An integrated approach to empower youth in Niger, Senegal and Sierra Leone: Findings and lessons from the Youth Microfinance Project*. Plan Canada.
- Patel, P. (2014). *Effectiveness of entrepreneurship development interventions for women entrepreneurs: An ILO-WED Issue Brief*. Women's Entrepreneurship Development Programme. International Labour Organization.
- Paulson, A. L., & Townsend, R. (2004). Entrepreneurship and financial constraints in Thailand. *Journal of Corporate Finance*, 10(2), 229–262. [https://doi.org/10.1016/S0929-1199\(03\)00056-7](https://doi.org/10.1016/S0929-1199(03)00056-7)

- Platteau, J. P. (2015). *Institutions, social norms and economic development*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780203357606>
- Rajan, R. G., & Zingales, L. (1998). Power in a theory of the firm. *The Quarterly Journal of Economics*, 113(2), 387–432.
- Rooyen, C. van, Stewart, R., & de Wet, T. (2012). The impact of microfinance in sub-Saharan Africa: A systematic review of the evidence. *World Development*, 40(11), 2249–2262.
- Schumpeter, J. A. (1911/1983). *The theory of economic development. An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle*. Transaction Books.
- Schumpeter, J. A. (1934). *The theory of economic development*. Oxford University Press.
- Seck, A. (2021). *Pauvreté Multidimensionnelle et Entrepreneuriat au Sénégal*. Rapport PNUD.
- Sethi, D., & Acharya, D. (2018). Financial inclusion and economic growth linkage: Some cross country evidence. *Journal of Financial Economic Policy*, 10(3), 369–385. <https://doi.org/10.1108/JFEP-11-2016-0073>
- Simoes, N., Moreira, S. B., & Crespo, N. (2016). Individual determinants of self-employment entry: What do we really know? *Journal of Economic Surveys*, 30(4), 783–806. <https://doi.org/10.1111/joes.12111>
- Smith, A. (1776/1994). *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations* (vol. 1). Strahan & Cadell.
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *The American Economic Review*, 71(3), 393–410. <https://www.jstor.org/stable/1802787>
- Suri, T., & Jack, W. (2016). The long-run poverty and gender impacts of mobile money. *Science*, 354(6317), 1288–1292. <https://doi.org/10.1126/science.aah5309>
- Wang, G. G., & Tan, Y. (2017). Improving metaheuristic algorithms with information feedback models. *IEEE Transactions on Cybernetics*, 49(2), 542–555. <https://doi.org/10.1109/TCYB.2017.2780274>
- Wooldridge, J. (2002). *Econometric analysis of cross section and panel data*. MIT Press.
- World Bank. (2014). *World Development Report*. World Bank Group.
- Zogning, F. (2023). Financial inclusion, inclusive entrepreneurship, and alternative financing options. *Journal of Small Business & Entrepreneurship*, 35(1), 8–13. <https://doi.org/10.1080/08276331.2022.2120345>